



ASIE/PAKISTAN - Demande d'engagement du gouvernement de la part d'organisations de la société civile face à un pays dans l'impasse

Lahore (Agence Fides) – « Le terrorisme au Pakistan est devenu une réalité très violente au cours de ces dernières années. Le bilan des victimes d'attaques terroristes est arrivé à quelques 60.000 en 13 ans. Le gouvernement protège les institutions et les zones militaires mais doit également défendre la société civile et les communautés minoritaires de ces talibans. Chrétiens, hindous, ahmadis et musulmans modérés vivent dans la terreur et nombre d'entre eux cherchent à quitter le pays. En 2012, des milliers d'hindous ont quitté le Pakistan pour se réfugier en Inde, des milliers de chrétiens trouvant refuge quant à eux dans les pays d'Asie du sud ». C'est ce que déclare à l'Agence Fides en guise de commentaire à la récente attaque perpétrée contre l'aéroport international de Karachi, revendiquée par les talibans, Farrukh H. Saif, Directeur exécutif de l'ONG World Vision in Progress, active dans la sauvegarde et la protection des chrétiens et des autres minorités au Pakistan.

« Il ne s'agit pas de la première attaque contre des zones à haute valeur militaire, civile ou religieuse – remarque Farrukh H. Saif. Tout a commencé avec les politiques d'islamisation controversées de Muhammad Zia-ul-Haq, dans les années 1980. Ces politiques ont détruit la paix et la tolérance au Pakistan, créant une vague sauvage de sectarisme, de fanatisme religieux et de justice sommaire, qui a emporté notre société. L'extrémisme religieux s'est accru au-delà de toute proportion ».

Dans un communiqué envoyé à Fides par la Pakistan Peace Coalition, dont font partie des organisations, des organismes et des associations de toutes les religions, y compris les chrétiens, la société civile pakistanaise condamne l'acte terroriste de Karachi et demande aux institutions de garantir le respect de l'Etat de droit dans le pays. Le forum demande à ce que soient affrontées les principales causes de la diffusion du militantisme radical et du terrorisme, invitant l'Etat à s'engager sérieusement en faveur du bien-être réel et du développement de ses ressortissants. Le budget dédié à la Défense et à la sécurité – affirme le texte – demeure l'un des plus élevés au sein du budget de l'Etat « et pourtant, les pakistanais demeurent à la merci des terroristes ». (PA) (Agence Fides 10/06/2014)